

Note expresse

Nº 153 - Mars 2015



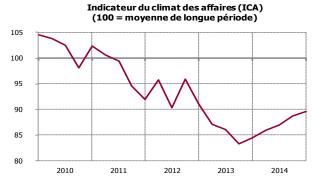
Tendances conjoncturelles

4^e trimestre 2014

LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE EN NOUVELLE-CALÉDONIE

Nouveau regain de confiance des entrepreneurs

L'indicateur du climat des affaires (ICA) continue à progresser fin 2014 (+0,8 point), pour le cinquième trimestre consécutif. Il s'établit toutefois toujours bien en-deçà de sa moyenne de longue période (-10,4 points). Si les chefs d'entreprise témoignent d'une opinion favorable sur l'évolution de leur activité au cours du trimestre écoulé, ils soulignent parallèlement une nouvelle dégradation de leur trésorerie. Le redressement de l'ICA repose entièrement sur de meilleures anticipations pour le trimestre à venir, concernant notamment la trésorerie et les effectifs.



Source : Enquête de conjoncture de l'IEOM

La remontée progressive de l'indicateur du climat des affaires s'accompagne désormais d'une consolidation des principaux indicateurs conjoncturels. La consommation des ménages se raffermit, atteignant un niveau élevé ce trimestre. Les intentions d'investir se stabilisent. Les importations connaissent ainsi une hausse significative au dernier trimestre 2014, accentuant d'autant plus le déficit commercial. Le marché du travail est dans ce contexte légèrement mieux orienté, avec un recul du nombre de demandeurs d'emploi et une baisse du chômage indemnisé.

Cette amélioration de la conjoncture concerne, à des degrés divers, tous les secteurs d'activité. Les volumes produits dans les secteurs minier et métallurgique sont en forte augmentation sur le trimestre, et permettent aux exportations de se maintenir à des niveaux élevés. Le secteur du BTP témoigne d'un volume d'activité et d'appels d'offres favorable au quatrième trimestre, même si cette amélioration reste surtout cantonnée à la construction privée. Enfin, le courant d'affaires dans le secteur du tourisme est bien orienté selon les professionnels du secteur, le nombre de touristes de séjour ayant progressé au dernier trimestre 2014.

LA CROISSANCE DE LA ZONE ASIE-PACIFIQUE S'ESSOUFFLE

Au quatrième trimestre 2014, la Chine affiche un taux de croissance de 7,3 % sur un an (identique au trimestre précédent). Le produit intérieur brut (PIB) a augmenté de 7,4 % sur l'ensemble de l'année (contre 7,7 % en 2013). Il s'agit du taux de croissance le plus faible depuis 24 ans. Le Fonds monétaire international (FMI) a revu ses prévisions de croissance à la baisse pour 2015, à 6,8 %.

L'économie nippone, qui était entrée en récession au troisième trimestre 2014, voit sa production progresser de 1,8 % au dernier trimestre 2014. Le taux de chômage en décembre a reculé de 0,1 point pour s'établir à 3,4 %. Les dépenses de consommation progressent de 2,1 % en décembre par rapport à novembre, mais restent en retrait sur un an (-3,4 %).

La Banque centrale d'Australie a abaissé le 3 février 2015 son principal taux d'intérêt d'un quart de point, à un plus bas historique de 2,25 %, alors qu'il était inchangé depuis août 2013. Cette décision s'inscrit dans une volonté des autorités de stimuler la croissance économique, jugée inférieure à son niveau tendanciel, et de peser sur le cours de sa devise.

En Nouvelle-Zélande, le taux de chômage augmente de 0,3 point au quatrième trimestre pour s'établir à 5,7 %. Les prix à la consommation enregistrent un recul sur le trimestre (-0,2 %, +0,8 % sur un an). Dans ce contexte, la banque centrale néo-zélandaise (RBNZ) a maintenu, fin janvier 2015, son principal taux directeur à 3,5 %.

Progression modérée des prix

L'indice des prix à la consommation (IPC) progresse de 0,4 % au quatrième trimestre, soit légèrement plus rapidement qu'au cours des trimestres précédents (+0,2 % au troisième trimestre et +0,3 % au deuxième trimestre).

Cette progression s'explique par le renchérissement des services (+0,8 %) et des produits alimentaires (+0,5 %). Les prix des produits énergétiques sont en revanche orientés à la baisse (-0,6 % par rapport à fin septembre).

En glissement annuel, l'IPC progresse de 0,6 %. La hausse contenue des prix des produits alimentaires et des services est partiellement compensée par la baisse de ceux de l'énergie et des produits manufacturés.

Évolution de l'indice des prix à la consommation (en glissement annuel, %)

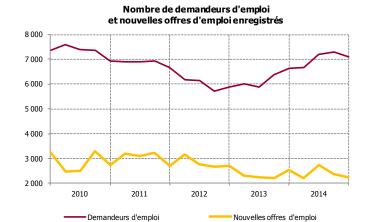


Légère consolidation du marché du travail

La situation du marché du travail s'améliore légèrement sur le trimestre écoulé. Le nombre de demandeurs d'emploi en fin de trimestre recule (-2,8 %, CVS). Cette évolution favorable s'explique en partie par la progression de l'emploi salarié ce trimestre (+0,2 %, CVS). Elle s'accompagne d'une contraction du nombre de chômeurs indemnisés (-3,5 %). Il s'agit de la première baisse significative du chômage indemnisé depuis quatre ans. Sur l'année, la progression reste cependant soutenue (+5,8 %).

Pour le trimestre à venir, les chefs d'entreprises anticipent une nouvelle consolidation de leurs effectifs, qui ne retrouvent cependant pas leur niveau de croissance de longue période.

Cette consolidation du marché de l'emploi apparaît encore fragile et le nombre de nouvelles offres d'emploi continue à faiblir (-4,7 %), à un rythme toutefois moins prononcé qu'au trimestre précédent (-14,0 %).



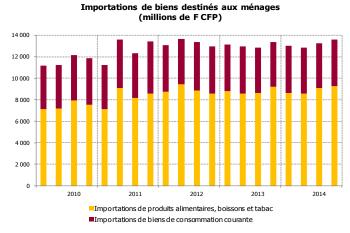
Sources : IDCNC, désaisonnalisée par l'IEOM

Meilleure orientation de la consommation des ménages

La consommation des ménages se raffermit au quatrième trimestre. Les importations de biens de consommation courante augmentent de manière significative (+4,3 %, CVS), portées par la hausse des importations d'articles d'habillement et de chaussures (+7,0 %), et de biens d'équipement du foyer (+3,4 %). Les importations de produits alimentaires, boissons et tabac progressent également (+1,8 %).

Les ventes de voitures particulières progressent encore légèrement (+1 %, CVS), après un troisième trimestre particulièrement dynamique (+23,1 %).

L'amélioration des principaux indicateurs relatifs à la vulnérabilité financière des ménages se poursuit. Les décisions de retrait de cartes bancaires et les incidents de paiement sur chèque reculent respectivement de 26,1 % et 9,7 % sur trois mois. Le nombre de personnes physiques interdites bancaires diminue de 1,9 % sur la même période.



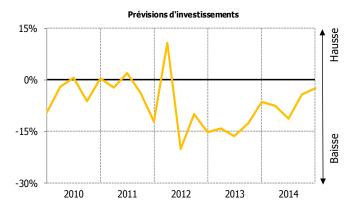
Sources : Douanes, ISEE, désaisonnalisée par l'IEOM

Les professionnels du commerce interrogés font état d'une opinion moins dégradée sur leur activité ce trimestre. Leurs stocks de produits finis sont en baisse et les délais de règlement par la clientèle se sont améliorés, ce qui favorise le redressement de leur trésorerie. Le solde d'opinion relatif à l'activité devrait continuer à se rétablir au trimestre prochain, tout en restant bien inférieur à son niveau de longue période.

Hausse des intentions d'investir

Le solde d'opinion relatif aux intentions d'investir à un an continue à se redresser au dernier trimestre 2014. Les prévisions d'investissements sont positives dans le secteur primaire, les industries, les mines et la métallurgie, ainsi que dans le secteur du BTP, mais restent inférieures à leur niveau de longue période pour les services, le commerce et le tourisme.

Ces perspectives mieux orientées se traduisent par une progression des importations de biens d'équipement à destination des professionnels sur le trimestre (+8,9 %, CVS), après un recul de 3,4 % au trimestre précédent. *A contrario*, les ventes de véhicules utilitaires se replient (-9,1 %, CVS, contre +7,7 % au trimestre précédent). Les crédits d'investissement aux entreprises restent bien orientés au dernier trimestre 2014.

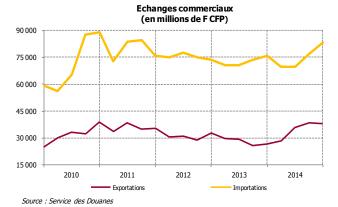


Source : enquête trimestrielle de conjoncture de l'IEOM

Forte progression des importations

Les importations continuent d'augmenter significativement au quatrième trimestre (+8,4 %, après +9,8 %). La plupart des postes sont en progression, les hausses les plus notables concernant les importations de produits minéraux (+17,8 %, principalement des combustibles utilisés par la métallurgie) et celles de machines, appareils et matériel électrique (+10,2 %, dont notamment des engins de chantier destinés à l'Usine du Sud).

Dans le même temps, les exportations sont en léger recul au dernier trimestre 2014 (-1,4 %, après +7,3 % au troisième trimestre). Les exportations de minerai de nickel, de mattes et de NHC (produit intermédiaire composé à 40 % de nickel) progressent en valeur, tandis que celles de ferronickels et de NiO (oxyde de nickel) se replient.



Dans ce contexte, le déficit de la balance commerciale continue à s'amplifier (+18,4 %, après +12,4 % au trimestre précédent). Il s'établit à 45,1 milliards de F CFP, soit près de 7 milliards de plus gu'au trimestre précédent.

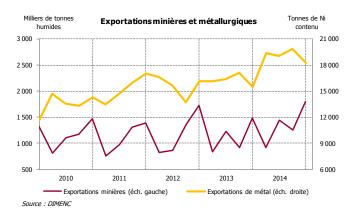
DES ÉVOLUTIONS SECTORIELLES FAVORABLES

Les professionnels du secteur de **l'agriculture**, **de la pêche et de l'élevage** témoignent toujours d'une activité mitigée. Le recul des volumes de thons exportés (-54,0 %, CVS) est marqué tandis que les exportations de crevettes (+6,7 % sur le trimestre) progressent. Concernant la production de viande, la filière bovine connaît un recul prononcé des abattages (-13,8 %, CVS), qui fait néanmoins suite à plusieurs trimestres de forte activité. La filière porcine reste quant à elle bien orientée, les abattages atteignant un niveau historiquement élevé (489 tonnes, CVS). Sur un an, la production de viande a augmenté sur le territoire (+3,4 % pour les bovins et +6,1 % pour les porcins).

Au quatrième trimestre, l'activité dans **le secteur des mines et de la métallurgie** est jugée favorable par les professionnels du secteur.

Le marché mondial du nickel reste largement excédentaire, les stocks mondiaux enregistrés au LME ayant été une nouvelle fois évalués à la hausse sur le dernier trimestre de l'année 2014 (+20,7 %, après +13,6 %). Le cours du nickel recule de 15 %, atteignant une valeur moyenne de 7,16 US\$/lb à fin décembre. Cependant, l'appréciation du dollar US par rapport au F CFP (+6 % sur le trimestre) compense en partie l'effet de la baisse du cours.

L'extraction minière enregistre une forte progression (+32,2 %, après -1,8 %). Parallèlement, les exportations de minerais bruts bondissent de 44,1 % en volume et de 40,6 % en valeur, principalement à destination du Japon et de l'Australie.

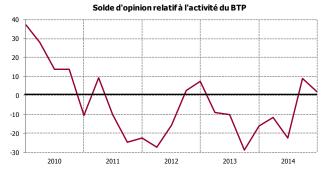


La production métallurgique progresse également de manière significative (+21,1 %, après +3,4 % au trimestre précédent). La croissance de la production concerne les mattes (+28,3 %), le ferronickel (+8,5 %) ainsi que le NHC (+56 %). Les exportations de produits métallurgiques connaissent cependant un recul sur le trimestre (-8,3 %, en tonnes de nickel), mais progressent de 17,3 % sur un an. La progression des exportations de mattes (+28,3 %) ne compense pas la baisse des exportations de ferronickels (-15,8 %) et de NHC (-2,4 %). En valeur, les exportations métallurgiques sont en baisse de 10,0 % sur le dernier trimestre.

L'opinion des professionnels du secteur du **bâtiment et des travaux publics** sur leur activité revient ce trimestre à son niveau de longue période. La bonne orientation de la production de crédits à l'habitat, liée au dispositif de défiscalisation sur le logement intermédiaire, a permis un volume satisfaisant d'appels d'offres dans le secteur de la construction privée. Les entrepreneurs interrogés font toutefois état d'une dégradation marquée de leur trésorerie, en lien avec un allongement des délais de paiement. L'index BT 21 reste stable sur la période, à 101,4 points.

Lors de la réalisation de l'enquête, les chefs d'entreprises anticipaient une nette amélioration du courant d'affaires pour le premier trimestre 2015, accompagnée d'une moindre dégradation de leur trésorerie et d'une hausse sensible des effectifs. Ces anticipations se doublaient de prévisions d'investissements à un an bien orientées. Les incertitudes relatives à la pérennisation du dispositif de défiscalisation dans l'attente d'un gouvernement de plein exercice sont depuis venues nuancer ces bonnes perspectives.

L'activité dans le secteur de **l'hôtellerie et du tourisme** est jugée en légère amélioration par les professionnels du secteur. Cependant, ces derniers anticipent une nette dégradation pour le premier trimestre 2015. Le nombre de touristes sur le Territoire progresse de 5,5 % (CVS) sur le trimestre. Cette reprise concerne surtout les touristes métropolitains (+7,0 %) et japonais (+5,9 %), tandis que le marché néo-zélandais enregistre un repli de 10,9 %.



Source : Enquête de conjoncture de l'IEOM, CVS



Sources : ISEE, désaisonnalisée par l'IEOM

ÉCONOMIE MONDIALE: UNE REPRISE CONTRARIÉE

En dépit des conditions plus favorables constituées par la baisse des cours du pétrole, la croissance mondiale est affectée par des facteurs contraires, dont la faiblesse de l'investissement et le fait que de nombreux pays émergents et avancés s'ajustent à des perspectives dégradées à moyen terme. Le FMI prévoit, dans ses projections sur l'économie mondiale actualisées en janvier 2015, une croissance moyenne de 3,3 % en 2014 et de 3,5 % en 2015, après 3,3 % en 2013. L'accélération de la croissance mondiale, de 3,25 % au deuxième trimestre à 3,75 % au troisième trimestre 2014, est conforme à ce qui était attendu, mais on relève une disparité entre la croissance de l'économie américaine, plus vigoureuse que prévue, et celle de tous les autres grands pays. La volatilité sur les marchés financiers mondiaux, la source de vulnérabilité que représente l'évolution des cours du pétrole pour le secteur extérieur des pays exportateurs, de même que la stagnation persistante dans la zone euro représentent autant d'aléas négatifs.

Aux États-Unis, la croissance économique a rebondi plus fortement que prévu à partir du deuxième trimestre 2014. Le chômage a continué de baisser et les tensions inflationnistes sont demeurées modérées, en lien avec la baisse des cours du pétrole et celle du dollar. La demande intérieure est soutenue par la modération de l'ajustement des finances publiques et une politique monétaire toujours accommodante. L'appréciation récente du dollar est toutefois de nature à freiner la demande externe. Le FMI prévoit une croissance du PIB des États-Unis de 2,4 % en 2014, après 2,2 % en 2013.

Dans la zone euro, la croissance a été plus faible que prévu au troisième trimestre 2014. Selon Eurostat (estimation rapide du 13 février 2015), le PIB de la zone euro est en hausse de 0,3 % au quatrième trimestre, après 0,2 % au troisième trimestre, ce qui porterait la croissance 2014 à 0,9 %. Selon le FMI, l'activité serait soutenue par la baisse des prix du pétrole, l'assouplissement de la politique monétaire, une neutralité plus grande de la politique budgétaire et la dépréciation récente de l'euro. En revanche, le ralentissement dans les pays émergents jouerait négativement. Le FMI table au total sur 0,8 % pour 2014 et 1,2 % en 2015 (après -0,5 % en 2013).

Selon les premiers résultats publiés par l'INSEE le 13 février 2015, la croissance du PIB de la France s'établit à 0,1 % au quatrième trimestre 2014 après 0,3 % au trimestre précédent (chiffre inchangé). En moyenne annuelle, la croissance est de 0,4 % pour 2014 comme en 2013. Le FMI table sur une croissance de 0,9 % en 2015.

Le FMI prévoit une croissance plus ou moins stable dans les pays émergents, à 4,3 % en 2015 et 4,7 % en 2016. La révision à la baisse des perspectives est liée au ralentissement de la croissance en Chine, à la détérioration sensible des perspectives en Russie, ainsi qu'à une appréciation moins optimiste sur la croissance potentielle des économies exportatrices de produits de base.

Sources : FMI, BCE, Eurostat, INSEE

Les annexes statistiques sont disponibles en téléchargement sur le site www.ieom.fr, dans la page Publications.